

**Groupe de dialogue
DGS/professionnels de santé**

25 septembre 2015

Historique

8 juillet 2015 : courrier d'alerte de la CNNSE et propositions adressés au Pr Benoît VALLET, DGS

- Désarroi des professionnels de santé devant la défiance des familles vis-à-vis des vaccinations de l'enfant et l'adolescent (protection personnelle et collective, couverture vaccinale insuffisante)
- Lisibilité du positionnement de la DGS et du Ministère dans son ensemble vis-à-vis de la diffusion sur le web des messages forts anti vaccinaux
- Propositions : lettre-outil d'aide à l'argumentation des professionnels

12 août 2015 : Réponse du DGS

- Souci de transparence devant les problèmes d'approvisionnement de certains vaccins BCG et coqueluche
- Mieux faire connaître la politique d'information du ministère site et des outils disponibles (Site du ministère, de l'ANSM, de l'InVS) pour les populations et les professionnels de santé
- Création d'un outil d'aide aux professionnels de santé reprenant le questionnement des familles et l'argumentaire des professionnelsreporté aux préconisations du [rapport de Madame HUREL](#) (rapport demandé en février 2015 pour être rendu dans les six mois)



Rapport HUREL

- ***Demandé en février 2015, en principe remis cet automne.***
- ***Lettre de missions portant sur :***

Plusieurs impératifs figurent dans la lettre de mission : entre autres :

- Analyser le principe de l'obligation vaccinale existant en France et émettre des propositions concrètes pour envisager son évolution.
- Analyser les différents freins à la vaccination des Français : économiques, pratiques, culturels... et émettre des propositions pour les lever et relancer l'adhésion des Français envers la vaccination.

Introduction du DGS

- **Instauration d'un « groupe de dialogue » régulier** avec les professionnels de santé sur certaines problématiques majeures de santé publique
- **La santé publique** : un tout et un ensemble de questions qui préoccupent patients et professionnels : nutrition, addictions, pollution, risques épidémiques, et alertes sanitaires...
- **Objectifs** : faire circuler une information à double sens
 - du terrain aux autorités de santé publique
 - des autorités de santé publique aux professionnels de santé pour un relai efficace, en particulier avec la médecine ambulatoire
- La réunion du 25 septembre porte sur **la vaccination de l'enfant et de l'adolescent.**

Recueil des demandes des professionnels de santé

- Défiance des familles, désarroi des professionnels.
- Déception vis-à-vis des autorités de santé : messages vagues, généraux, peu de réactivité.... silence assourdissant du Ministère et de la DGS
- Lisibilité faible du rôle de l'INPES, interrogations sur les moyens de fonctionnement de la future agence de santé publique ?
-
- Disparités régionales des organisations face à une politique vaccinale centralisée.
- Flou sur les difficultés d'approvisionnement des vaccins pour les nourrissons : coqueluche, BCG
- Gestion critiquable de la pénurie ne permettant pas une utilisation optimale des vaccins en IdF : nécessité d'inclure le médecin traitant dans le dispositif
- Quelles solutions aux problèmes rencontrés : comment contrer la désinformation ? les blogs ? Que faire face aux ruptures de stocks ? Comment gérer la pénurie ?

Réponses de la DGS (et de l'ANSM)

- **Pénurie des vaccins :**
 - **Raisons** liées à la chaîne de fabrication, **choix par pays** des industriels : *immunogénicité de la valence coqueluche, rupture de stocks liés à une demande accrue de certains pays-continent*
 - **Calendrier** prévu de remise à niveau de l'offre de vaccins – **Contraintes** des industriels (flux tendu) : discussions permanentes : Industriels-ANSM-DGS et souci d'une transparence accrue envers les professionnels
 - **Réunions programmées du groupe de dialogue** pour un partage optimisé de l'information et discuter des préconisations du rapport HUREL
- **Articulation PMI-médecine ambulatoire** pour le BCG : pistes étudiées, expériences locales réussies

Etude vaccination HPV (ANSM/CNAMTS)

- L'étude porte sur les filles âgées de 13 à 16 ans révolus entre janvier 2008 et décembre 2012, soit plus de 2,2 millions parmi lesquelles environ 840 000 avaient été vaccinées et 1,4 million n'avaient pas été vaccinées.
- la fréquence de survenue de maladies auto-immunes entre les jeunes filles vaccinées et celles qui ne l'avaient pas été est analysée , en s'intéressant à **14 types de pathologies** : *affections démyélinisantes du système nerveux central incluant la sclérose en plaques, syndrome de Guillain-Barré, lupus, sclérodermies, vascularites, polyarthrite rhumatoïde / arthrites juvéniles, myosites, syndrome de Gougerot-Sjögren, maladies inflammatoires chroniques de l'intestin, maladie cœliaque, purpura thrombopénique immunologique, diabète de type 1, thyroïdites et pancréatites.*
- l'exposition à la vaccination HPV n'est pas associée à la survenue des **14 pathologies prises dans leur ensemble, ni à celle de 12 de ces maladies auto-immunes étudiées séparément.**
- Une association statistiquement significative entre l'exposition aux vaccins contre les infections à HPV et deux des pathologies étudiées, **les maladies inflammatoires chroniques de l'intestin et le syndrome de Guillain-Barré**, a néanmoins été retrouvée.
- la faiblesse du risque de maladies inflammatoires chroniques de l'intestin, ne permet pas de conclure à un sur-risque
- Une augmentation du risque de syndrome de Guillain-Barré après vaccination HPV apparaît quant à elle probable : **de l'ordre de 1 à 2 cas supplémentaires de syndrome de Guillain-Barré pour 100 000 jeunes filles vaccinées .**

Informations diverses

- Quelle communication pour l'étude HPV ?
- Avenir de la vaccination par le BCG intradermique en Ile de France ?

Synthèse

Points positifs

- Expression des professionnels
- Rationnel de gestion des pénuries.
- Point sur les études terminées ou en cours (HPV)
- Propositions des professionnels pour une articulation raisonnée entre libéraux et communautaires

Attentes non satisfaites

- Modalités de l'information aux professionnels de l'enfance
- Contre-argumentaire du web
- Développement d'outils communs : sociétés savantes, Ministère (Agence de santé publique ou INPES)

Perspectives

- La DGS prévoit une réunion prochaine du groupe de dialogue centrée autour de la stratégie de communication et les outils.